



AMERIQUE/NICARAGUA - Dénonciation de l'Evêque d'Esteli de la persécution sournoise déclenchée à l'encontre de l'Eglise

Managua (Agence Fides) – « J'ai déjà dénoncé non seulement le fait d'avoir mon téléphone sur écoute mais celui de faire l'objet d'une persécution sournoise. Il n'est pas possible de parler ouvertement et honnêtement sans faire l'objet de persécution de la part des autorités ». C'est là la forte dénonciation de l'Evêque d'Esteli, S.Exc. Mgr Juan Abelardo Mata Guevara, SDB, par ailleurs Président de l'Association nicaraguayenne pour les droits humains (ANPDH), parvenue à l'Agence Fides

La dénonciation de l'Evêque a pour motif la diffusion de fausses nouvelles concernant la rencontre ayant eu lieu au Honduras entre les représentants de l'ANPDH et les responsables d'un certain nombre de groupes d'opposants au gouvernement nicaraguayen du Président Daniel Ortega, en présence de l'Evêque, afin de favoriser le dialogue entre les deux parties. La délégation de l'ANPDH s'est en effet rendue au Honduras légalement, se soumettant au contrôle de l'Etat à la frontière et surtout à la supervision du mécanisme de renseignement militaire qui s'y trouve également déployé. Alors que le quotidien La Prensa a retracé correctement l'événement, d'autres moyens de communication philo gouvernementaux ont cherché à le faire sembler illégal, cherchant ainsi à discréditer l'Eglise.

Dans la note parvenue à Fides, l'Evêque d'Esteli réaffirme : « Si quelqu'un avait quelque chose contre nous, il serait normal qu'il nous appelle et nous demande officiellement des explications au lieu d'arriver à cette situation ». Il poursuit par ailleurs : « Ils veulent nous discréditer parce qu'ils ne peuvent faire taire le cri d'un peuple. Le mécontentement monte. D'une manière ou d'une autre, ils doivent chercher des boucs émissaires pour accuser faussement ceux qui sont vraiment la voix des sans voix ».

A propos de l'engagement de proposer au gouvernement un dialogue avec les groupes d'opposition, Mgr Juan Abelardo Mata Guevara souligne : « Il existe l'idée de dialoguer mais il ne s'agit pas d'un dialogue pour obtenir des avantages parce qu'ils ne veulent pas de privilèges. Nous voulons tous travailler en paix ». Il a ensuite conclu : « En tant que Pasteurs, nous ne pouvons pas voir tuer le peuple sans rien faire. Il n'est pas possible de traiter ainsi, par représailles, une population qui n'est pas d'accord avec le gouvernement ». (CE) (Agence Fides 21/10/2013)